

7 : Compte administratif
Groupe Communiste : Aymeric Seassau

Madame le Maire, Cher-e-s collègues,

Le Compte Administratif 2018 soumis à notre approbation est l'occasion d'apprécier l'utilité et l'efficacité des politiques publiques de notre majorité municipale de gauche.

De ce point de vue, malgré les politiques d'austérité conduite à l'égard des collectivités par le gouvernement, la stratégie financière que nous avons engagé dans ce mandat permet de répondre au mieux aux besoins croissants de nos concitoyennes et concitoyens, au développement de notre ville, à son attractivité.

Ainsi, si nous connaissons une progression des dotations, elle est essentiellement due à l'augmentation de la population prise en compte dans le calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement. De même, la progression de nos recettes fiscales directe de 2,2 % est liée à l'augmentation du nombre de logements, cela avec des taux d'imposition stables. Pour partie, cela nous permet de dégager un taux d'épargne brute de 12 %, un autofinancement 81,1% des dépenses d'investissement et de connaître un endettement faible de 3,7 années autorisant des marges de manœuvres.

Nous poursuivons notre stratégie d'investissements utiles qui va s'amplifier en 2019 avec les reports en cours de réalisation. La création de cinq postes au service « Bâti » doit permettre de compléter les 52,9 millions d'€ déjà réalisés en 2018 pour atteindre rapidement les objectifs. Permettez-moi au passage de souligner notre politique de développement du service public avec la création de 59 postes à la Direction de la Petite Enfance.

Si nous parvenons à conjuguer politiques publiques dynamiques en faveur des Nantaises et Nantais et gestion équilibrée, force est de constater que les contraintes budgétaires imposées par l'État pèsent fortement sur nos orientations budgétaires.

Ainsi, nous pouvons mesurer dès cette année l'impact de la contractualisation forcée. Non content d'imposer l'austérité aux collectivités sur leurs dépenses de fonctionnement, ce système ubuesque va pénaliser notre budget 2019 de 500 000 €. Et la méthode est particulièrement perverse parce qu'elle vise à faire porter la responsabilité des difficultés budgétaires aux élu.e.s locaux qui n'auraient pas tenus leurs engagements.

Dans le même temps, l'État refuse de prendre en charge les 6,4 millions d'euros qui lui incombe dans le cadre de la politique migratoire, il impose le financement des maternelles privées avec l'obligation scolaire à trois ans, il décide du dédoublement des classes de CP/CE1 pour lesquelles locaux et personnel sont financés par la ville, il n'intègre pas les dépenses générées à l'intégration des réfugiés alors qu'elles font l'objet d'appel à projet !

A ces 500 000 €, il faut ajouter les 25,5 millions d'€ perdus par la ville de Nantes ces dix dernières années.

Dans ce contexte, qu'un ministre, fut-il Nantais d'origine, vienne donner des leçons de politique publique municipale, de gestion municipale alors que c'est la politique du gouvernement auquel il appartient qui met les collectivités en danger, est pour le moins scandaleux ! Ambitions municipales sans doute !

Comme notre majorité de gauche l'exprime depuis des mois, comme l'on exprimé nos concitoyen.ne.s qui connaissent des difficultés de vie quotidiennes, il y a urgence à changer de cap, urgence à redonner les moyens de l'action aux collectivités pour répondre aux enjeux.

Celui de la croissance de la population Nantaises, de l'évolution de ses besoins en matière de logement, d'éducation, de services publics est devant nous, notamment à propos de la questions de moyens financiers.

Précisément, dans la période de débat qui s'ouvre, nous avons l'ambition de contribuer à la construction d'une grande ville populaire, une ville protectrice, une ville de toutes les mixités, une qui porte les valeurs de la solidarité et une ville qui dispose des finances publiques pour répondre à ces défis.

Édouard Philippe dit vouloir redonner la place aux Maires. Eh bien, qu'il commence par redonner les moyens de l'action aux villes pour regagner leur confiance !

Vous pourrez compter sur les élu.e.s Communistes et Républicains pour en faire un enjeu des débats à venir.

Merci de votre attention.